

**Veille de l'Observatoire
numéro 31 (avril 2007)**

La veille de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, para-gouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes.

L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

La veille est aussi disponible sur notre site Internet:

<http://www.criec.ugam.ca/observatoire/veille.htm>

Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec criec@ugam.ca

DANS CE NUMÉRO:

1. Examen de la *Loi antiterroriste* et de ses effets sur la détention des personnes visées par les certificats de sécurité
2. Rapport de l'UNESCO sur le respect de la liberté d'expression et des croyances religieuses
3. Rapports sur les Droits des travailleurs migrants dans l'Union européenne
4. Nouveau manuel européen sur les données relatives à l'égalité
5. France : rapport annuel de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité
6. États-Unis: rapport sur la discrimination dans l'accès au logement
7. Grande-Bretagne: étude sur l'identité et les relations interculturelles
8. Rapport sur les droits des migrants sans statut
9. États-Unis: discrimination dans le processus d'obtention de la citoyenneté

GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

À OTTAWA...

1. Examen de la *Loi antiterroriste* et de ses effets sur la détention des personnes visées par les certificats de sécurité

Le **Sous-comité sur la revue de la *Loi antiterroriste*** a déposé à la **Chambre des communes du Canada** son rapport final intitulé *Droits, restrictions et sécurité : un examen complet de la Loi antiterroriste et questions connexes* (<http://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/committee/391/secu/reports/rp2798914/sterrp07/sterrp07-f.pdf>). On y présente les résultats de l'examen des dispositions et de l'application de la loi, de même que des recommandations. Au cours du processus consultatif, certains groupes ont exprimé leurs préoccupations en ce qui concerne les risques de profilage racial et religieux. Le Sous-comité juge que le problème doit être pris au sérieux, bien qu'il ne formule pas de recommandation sur la manière d'y répondre. Par ailleurs, bien que les certificats de sécurité ne fassent pas parties de la *Loi antiterroriste*, le Sous-comité s'est penché sur cette question qu'elle juge « connexe et indissociable de l'examen global » de la *Loi antiterroriste*. Le Sous-comité reconnaît que les personnes visées par des certificats de sécurité (résidents permanents ou personnes immigrantes) n'ont pas les mêmes protections que des citoyens poursuivis au criminel mais juge qu'il faut faire plus pour garantir droits et libertés de ces personnes.

Toujours en matière de certificats de sécurité, le **Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration** a soumis à la **Chambre des communes du Canada** son rapport sur les *Centres de détention et les certificats de sécurité* (<http://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/committee/391/cimm/reports/rp2829796/cimmrp12/cimmrp12-f.pdf>). Ce rapport se penche sur le processus de délivrance des certificats de sécurité et sur les conditions de détention au **Centre de surveillance de l'immigration de Kingston** afin de mieux cerner les effets physiques et psychologiques du recours aux certificats de sécurité. Le Comité présente les résultats des témoignages entendus lors de son étude et tente de trouver des solutions aux lacunes du processus de délivrance des certificats de sécurité.

DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...

2. Rapport de l'UNESCO sur le respect de la liberté d'expression et des croyances religieuses

L'**UNESCO** a rendu public un rapport portant sur l'*Action de l'UNESCO en faveur du respect de la diversité d'expression et du respect des croyances et valeurs sacrées ainsi que des symboles religieux et culturels* (<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001502/150223F.pdf>). Le **Conseil exécutif** avait invité l'organisme à renforcer ses programmes et activités relatifs à son engagement en matière de compréhension et de respect des valeurs religieuses, à accélérer la mise en œuvre du plan d'action pour le dialogue entre les civilisations et à procéder à une étude exhaustive de tous les instruments internationaux pertinents existants. Le document se veut un rapport d'étape à ce sujet.

3. Rapports sur les Droits des travailleurs migrants dans l'Union européenne

L'**European Platform for Migrant Workers' Rights** a rendu disponible un rapport d'étape en vue de l'adoption de la convention internationale sur les droits des migrants. *The U.N Migrant Workers Convention: Steps Towards Ratification in Europe* (<http://www.december18.net/web/docpapers/doc5096.pdf>) présente les positions de différents acteurs (agences gouvernementales, société civile, etc.) au sein des pays membres de l'Union européenne par rapport au projet de convention. L'objectif est d'identifier les instruments et les stratégies à utiliser pour la ratification de la Convention par les pays membres de l'Union européenne.

L'organisme a aussi rendu public un autre document portant sur les droits des migrants dans l'Union européenne. *The Rights of Migrant Workers in the European Union* (<http://www.december18.net/web/docpapers/doc5097.pdf>) a pour objectif d'évaluer l'émergence d'une politique européenne commune sur l'immigration, en mettant l'accent plus particulièrement sur les travailleurs migrants. Ce document représente le premier d'une série de contre-rapports nationaux et fait l'évaluation de quatre états membres de l'Union européenne : l'Estonie, la France, l'Irlande et la Grande-Bretagne. Le rapport se penche plus particulièrement sur le respect des droits politiques, économiques et sociaux des travailleurs migrants à l'intérieur de chacun de ces pays.

4. Nouveau manuel européen sur les données relatives à l'égalité

La **Commission européenne** a récemment publié un nouveau manuel européen sur les données relatives à l'égalité et la discrimination fondée sur l'origine ethnique, la religion et les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle : *European Handbook on Equality Data* (http://ec.europa.eu/employment_social/fundamental_rights/pdf/pubst/stud/hb07_en.pdf) L'objectif du document est d'indiquer les données ou les indicateurs pertinents dans l'analyse de la discrimination, en plus de suggérer des méthodes pour les recueillir.

AILLEURS DANS LE MONDE...

5. France : rapport annuel de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité

La **Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE)** (France) a rendu public son rapport annuel dans lequel elle fait une revue des activités menées en 2006 (<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/074000298/0000.pdf>). Plus particulièrement, elle fait état des plaintes reçues en matière de discrimination (en emploi, dans l'accès au logement, etc.), de la manière dont elle a traité les dossiers et émet des recommandations. Elle mentionne aussi les actions qu'elle a entreprises pour lutter contre la discrimination (par exemple les *tests de discrimination* ou les études et les enquêtes statistiques) et pour faire la promotion de l'égalité (par exemple en impliquant les entreprises et en suivant leurs politiques visant à promouvoir l'égalité).

6. États-Unis: rapport sur la discrimination dans l'accès au logement

Le **U.S. Department of Housing and Urban Development** (États-Unis) vient de publier un rapport dans lequel on apprend que l'organisme aurait reçu plus de dix milles plaintes l'année dernière en matière de discrimination dans l'accès au logement. La majorité des individus ayant porté plainte affirment avoir été discriminés en fonction de leur origine ethnique ou d'un handicap. Selon *The State of Fair Housing : Annual Report on Fair Housing* (<http://www.hud.gov/offices/fheo/fy2006rpt.pdf>), ces résultats démontrent l'importance de continuer à sensibiliser et à éduquer les propriétaires afin de s'assurer que tous les Américains aient les mêmes chances d'accéder à un logement. Le rapport examine certaines plaintes particulières reçues au cours de l'année, en plus de décrire les actions qu'elle a menées afin de lutter contre la discrimination dans l'accès au logement.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

INTERNATIONALES...

7. Grande-Bretagne: étude sur l'identité et les relations interculturelles

La **Commission for Racial Equality** a publié le rapport *Race Relations 2006 : a Research Study* (<http://www.cre.gov.uk/downloads/racerelations2006final.pdf>) qui se penche sur les attitudes du public à l'égard des questions identitaires et des relations interculturelles en Grande-Bretagne. Pour la première fois, les enjeux liés à l'immigration et aux relations interculturelles sont les plus importants aux yeux des Britanniques, devant même ceux liés à l'éducation et à la santé. De plus, on remarque un durcissement des positions en ce qui concerne le maintien des particularismes culturels. On note aussi que la compréhension interculturelle est plus développée dans les grands centres urbains que dans les régions qui expérimentent moins la diversité.

Par ailleurs, le **Department for Communities and Local Government** (Grande-Bretagne) a rendu public le rapport *The Role of Muslim Identity Politics in Radicalisation* (http://www.communities.gov.uk/pub/393/TheRoleofMuslimIdentityPoliticsinRadicalisationstudyinprogress_id1509393.pdf) qui explore le rôle de la politique musulmane de l'identité dans la radicalisation. Le rapport soutient que la dimension religieuse est une composante très importante de l'identité musulmane et propose des recommandations afin que le gouvernement britannique puisse bâtir de meilleures relations avec les communautés musulmanes. Le rapport fait aussi une revue de littérature sur les recherches menées à ce jour sur ces questions.

8. Rapport sur les droits des migrants sans statut

Le **Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM)**, un organisme non-gouvernemental ayant pour mission la protection des droits des migrants sans statut dans les pays membres de l'Union européenne, vient de publier le rapport *Undocumented Migrants Have Rights ! An Overview of the International Human Right Framework* (<http://www.picum.org/HOME/PAGE/Undocumented%20Migrants%20Have%20Rights!.pdf>). Le document vise la sensibilisation aux droits des migrants sans statut, notamment en faisant une revue des instruments internationaux portant sur les droits de la personne et en montrant lesquels peuvent s'appliquer à la réalité des migrants sans statut.

9. États-Unis: discrimination dans le processus d'obtention de la citoyenneté

Le **Center for Human Rights and Global Justice** (New York University School of Law) vient de publier le rapport *Americans on Hold : Profiling, Citizenship, and the War on Terror* (<http://www.chrgj.org/docs/AOH/AmericansonHoldReport.pdf>) qui montre que le gouvernement américain retarde illégalement des milliers de demandes, en particulier celles d'hommes d'origine arabe et/ou musulmane. Le rapport examine l'impact des mesures de sécurité sur la vie des personnes qui doivent subir des délais pouvant parfois s'étendre sur plusieurs années. Le Centre formule plusieurs recommandations visant à rendre le processus d'accès à la citoyenneté non-discriminatoire. Selon l'organisme, les États-Unis, qui sont signataires plusieurs conventions internationales visant à protéger les droits des non-citoyens, ont l'obligation d'assurer un processus juste et équitable.

Cette veille à été compilée par Kim O'Bomsawin (assistante de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) avec la collaboration d'Ann-Marie Field (professionnelle de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) et de Jean-Claude Icart (Coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations).

Elle est réalisée avec le soutien du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Pour des renseignements ou commentaires, communiquer au CRIEC:
criec@uqam.ca ou (514) 987-3000 poste 3318